

MAÎTRE D'OUVRAGE

Commune de CASTETBON

1 place de la Mairie Le Bourg

64190 Castetbon

Tél. : 05 59 66 06 85

Jours et heures d'ouverture :

Mercredi de 9h00 à 16h00

Vendredi de 9h00 à 12h30

Profil acheteur (demande de renseignements et envoi des offres) :

<https://demat-ampa.fr/>

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

RC

Objet de la consultation :

Réhabilitation et extension de l'ensemble école-mairie de Castetbon
en mairie et création de deux logements

Date et heure limites de réception des offres :
le 6 juin 2025, à 17 h 00

MAÎTRISE D'OEUVRE

Camille MAURY

11, rue de la Pléiade

64140 BILLÈRE

Tél. : 06 89 65 45 91

Courriel : contact@agencemarchi.fr

1. Procédure

La présente procédure adaptée, passée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 et s. du Code de la commande publique, est ouverte.

Le présent dossier de consultation est téléchargeable sur le profil acheteur figurant en page de garde.

Le retrait du dossier de consultation peut être anonyme, mais les personnes ne remettant pas d'information permettant de les contacter ne seraient destinataires d'aucune précision complémentaire qui pourrait être apportée aux candidats en cours de consultation. En cas de rejet d'une offre liée à la méconnaissance de données ainsi transmises, le soumissionnaire ne pourrait le contester utilement.

Pour pouvoir répondre à la consultation, les professionnels devront être RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) et transmettre leur certification pour justification.

2. Allotissement et tranches

Le présent marché public est divisé en 11 lots :

Lot 01 VRD CPV 45233141-9

Lot 02 Gros œuvre CPV 45223220-4

Lot 03 Charpente bois/Couverture CPV 45261000-4

Lot 04 Menuiseries extérieures CPV 45421000-4

Lot 05 Plâtrerie isolation CPV 45324000-4

Lot 06 Plomberie Sanitaires – Chauffage – Ventilation CPV 45331000-6

Lot 07 Électricité CPV 45315000-8

Lot 08 Menuiseries intérieures CPV 45421000-4

Lot 09 Sol Carrelage / Faïence CPV 45431000-7

Lot 10 Peinture & sols souples CPV 45442100-8

Lot 11 Désamiantage CPV 45262660-5

3. Présentation de l'offre : contenu de l'enveloppe

I. Pièces à remettre

Quel que soit le nombre de lots auxquels ils soumissionnent, les candidats remettront un seul dossier de candidature. En revanche, un dossier complet d'offre devra être remis pour chaque lot.

Le pli doit faire l'objet d'un seul dépôt. Si plusieurs plis sont déposés pour un même objet, seul le dernier dépôt sera pris en compte.

Les candidats sont informés que les pièces de candidature et d'offre sont rédigées en français. Les pièces rédigées dans une autre langue devront être accompagnées d'une traduction en français.

A. Pièces de candidature à remettre :

1. Pièces relatives aux conditions de participation

- a. Lettre de candidature ou déclaration d'intention de soumissionner : Formulaire DC1 complété, notamment, dans sa rubrique F1 relative aux exclusions de procédure des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du CCP ou équivalent.
- b. Formulaire DC2 complété a minima aux rubriques A à C3, F1, G1 et H ou un dossier permettant d'apprécier
 - capacité économique et financière les chiffres d'affaires (trois derniers exercices, global et en lien avec l'objet du marché),

- capacités techniques et professionnelles : références pour travaux similaires sur les cinq dernières années.

Pour le lot désamiantage : qualification pour les travaux de traitement de l'amiante (certificat QUALIBAT 1552 ou AFNOR NF X-46-010 ou équivalent).

Les candidats peuvent fournir le DUME (document unique de marché européen), complété, daté et signé, en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. Il devra être rédigé en français et accompagné des pièces justificatives de capacités énumérées précédemment.

En cas de groupement, le mandataire devra être solidaire.

2. Pièces facultatives au stade du dépôt des offres, mais devant impérativement être remises par l'attributaire

- a) Attestations et certificats permettant de justifier de la régularité de la situation fiscale de l'entreprise au dernier jour du mois précédant la demande de délivrance d'attestation (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés).
- b) Attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant, datant de moins de six mois (attestation de vigilance remise par l'Urssaf, MSA) pour les marchés supérieurs à 5 000 € HT.
- c) Document(s) relatif(s) aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'attributaire.
- d) Attestation d'assurance responsabilité civile pour les risques professionnels
- e) Attestation d'assurance de responsabilité décennale.
- f) Attestation de la certification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Le cas échéant :

- g) Pour les entreprises relevant du régime de congés payés et de chômage intempéries BTP : certificat relatif au versement régulier des cotisations de congés payés et de chômage intempéries, délivré par la caisse de congés payés et de chômage intempéries compétente.
- h) En cas de groupement d'entreprises, document d'habilitation du mandataire et conditions de cette habilitation, comportant l'identification et la signature de tous les membres du groupement.
- i) Copie du ou des jugements prononcés si l'attributaire est en redressement judiciaire.
- j) Copie de la déclaration de détachement de chaque salarié transmise à l'inspection du travail du lieu de la prestation et copie du document désignant le représentant de l'entreprise sur le territoire national chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle institutionnel si l'attributaire détache des salariés en France.
- k) Liste nominative des salariés étrangers (date d'embauche, nationalité, type et numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) si l'attributaire fait appel à de la main d'œuvre étrangère soumise à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail pour les marchés supérieurs à 5 000 € HT.

B. Pièces de l'offre à remettre :

- le document unique valant Acte d'engagement et CCAP (cahier des clauses administratives particulières) dûment complété et daté, accompagné, le cas échéant, d'une décomposition par cotraitant ;
- la DPGF (décomposition du prix global et forfaitaire) ;
- un mémoire technique comprenant notamment :
 - une note permettant d'apprécier les moyens humains affectés à l'exécution de la prestation (qualifications, expériences et encadrement),
 - une note sur la méthodologie proposée par le soumissionnaire, notamment en vue de respecter le planning,

- les références du candidat en adéquation avec le projet, commentées par le candidat.
- l'attestation de visite des lieux signée par un représentant de la maîtrise d'ouvrage remise à l'occasion de la visite du site.

II. Variantes

A. Variantes à l'initiative de l'acheteur

Le présent marché public comprend des variantes supplémentaires éventuelles à l'initiative de l'acheteur. Les soumissionnaires devront impérativement remettre une offre comprenant une réponse à l'ensemble des variantes sollicitées par l'acheteur. A défaut, l'ensemble de leur offre serait écarté.

B. Variantes à l'initiative du soumissionnaire

Les soumissionnaires sont autorisés à présenter des variantes, c'est-à-dire des solutions modifiant les spécifications techniques de l'offre de base définies dans le présent dossier de consultation et non prévues par l'acheteur.

Toutefois, ils ont l'obligation de remettre, en accompagnement, une offre correspondant aux prescriptions du présent dossier de consultation. **La variante devra être présentée sous la forme d'une offre complète, distincte de l'offre de base, accompagnée notamment d'un détail de prix similaire à celui sollicité pour l'offre de base (DPGF ou DQE Devis ou BPU) et de tout document technique utile à l'appréciation de la variante.** Le soumissionnaire devra identifier chaque document sur les pages de gardes en indiquant « variante » ou « offre de base ».

A défaut, le soumissionnaire verrait la totalité de ses propositions écartée pour irrégularité.

Dans tous les cas, les variantes proposées devront au minimum se conformer aux prescriptions de la solution de base telle que prévue dans le dossier de consultation. Elles ne pourront qu'apporter une amélioration à cette solution de base.

4. Remise des offres

Les offres devront parvenir avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent document ; à défaut, elles seront écartées.

I. Transmission électronique :

Les plis devront parvenir avant les date et heure figurant en page de garde du présent document et être adressés par voie électronique sur le profil d'acheteur figurant sur cette même page de garde. Pour toutes questions techniques quant à l'utilisation de la plateforme (configuration des postes, pré-requis techniques, modalités d'enregistrement, frais d'accès au réseau, etc.) et pour l'assistance, les candidats se rapporteront en priorité au « Guide d'utilisation » disponible dans la rubrique « Aide » de la page « entreprises » de la plateforme.

La signature des documents par un certificat de signature électronique n'est pas exigée. Les soumissionnaires sont informés que le seul dépôt d'une offre les engage juridiquement sur son contenu.

Le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) : Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises. Pour les pièces ne pouvant pas être remises sous un tel format (tels que fiches techniques fournisseurs, dossier photographique, etc.), elles devront être transmises en format PDF.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un antivirus avant envoi.

Les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché public pourra donner lieu à la signature manuscrite d'un marché public papier.

Les soumissionnaires sont informés que les demandes de compléments d'information et de précisions effectuées de façon dématérialisée par l'acheteur public ou toute personne désignée par lui (maître d'œuvre, notamment) pourront être transmises par le biais du profil acheteur ou par courriel simple. La réponse de l'entreprise devra être transmise par le même support électronique que celui utilisé par l'acheteur ou son représentant.

II. Transmission physique de la copie de sauvegarde (papier, clé USB, CD-Rom, etc.) :

La transmission des offres sur un support physique papier ou électronique (CD-ROM ou tout autre support matériel) n'est autorisée que pour la copie de sauvegarde dûment identifiée comme telle. En l'absence de dépôt d'une offre dématérialisée sur le profil acheteur, aucun dépôt physique ne peut être considéré comme copie de sauvegarde et le dépôt est alors traité comme une offre irrégulière.

La copie pourra être adressée aux coordonnées du maître d'ouvrage figurant en page de garde du présent document, sous pli cacheté, par tout moyen permettant de donner date certaine.

L'enveloppe contenant le support physique portera les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- L'objet de la consultation tel qu'il figure en page de garde du présent document ;
- Le nom du soumissionnaire.

Les conditions de présentation des plis sont similaires à celles exigées pour les réponses électroniques : si la signature électronique est exigée pour les documents en version dématérialisée, ils doivent être signés en version papier et la copie de sauvegarde doit parvenir avant les mêmes date et heure au siège du maître d'ouvrage.

5. Critères de sélection et jugement des offres

La sélection des candidatures sera effectuée sur la capacité juridique des candidats à obtenir le marché public et leurs capacités financière, économique et technique à réaliser la prestation. Ces dernières seront appréciées au vu des dossiers (moyens, compétences et/ou références) remis par le candidat.

En présence de variantes, y compris sollicitées par l'acheteur, celui-ci se réserve le droit d'écarter toutes les solutions de base ou toutes les variantes avant d'effectuer une analyse complète et finalisée.

Si des variantes sont admises, remises et retenues pour analyse, l'analyse des offres se fait directement entre toutes les propositions remises (offres de bases et variantes) sur les critères énoncés ci-dessous.

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont :

- le prix des prestations, pour 70 % au vu du détail des prix ;
- la valeur technique des prestations, pour 30 % au vu :
 - des moyens humains affectés, pour 10 %,
 - de la méthodologie proposée, pour 10 %,
 - des références en adéquation avec le projet, pour 10 %.

L'acheteur public se réserve la possibilité d'écarter une offre dont la valeur technique insuffisante serait incompatible avec les objectifs attendus.

Après l'analyse des offres, l'acheteur public se réserve la possibilité de négocier avec le ou les soumissionnaire(s) ayant présenté les trois meilleures offres. Il n'est alors pas tenu d'en informer les autres soumissionnaires.

En cas de discordance constatée dans une offre, ou en cas d'anomalies, d'erreurs ou d'omissions internes à la décomposition du prix global et forfaitaire ou à l'acte d'engagement, le soumissionnaire sera invité à rectifier le document qui comporte l'erreur ou l'omission. S'il accepte et qu'il est retenu, les rectifications seront intégrées dans l'acte d'engagement (soit par une mise au point annexée à l'acte d'engagement, soit par correction directe dans l'acte d'engagement). En cas de refus, son offre sera éliminée de l'analyse comme non cohérente.

Le soumissionnaire retenu sera déclaré attributaire provisoire sous réserve qu'il produise, dans le délai imparti par l'acheteur public, les documents prévus aux articles L. 2141-1 et suivants et R. 2143-5 et suivants du Code de la commande publique. Si le soumissionnaire retenu ne peut produire les documents précités dans le délai fixé, son offre est rejetée et le soumissionnaire éliminé. L'acheteur public présente la même demande au soumissionnaire suivant dans le classement des offres.

Le délai de validité des offres est de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent document.

6. Renseignements complémentaires et visites du site

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au maître d'ouvrage via le profil acheteur figurant en page de garde du présent document.

Les soumissionnaires des lots Gros Œuvre, Charpente bois/Couverture et Menuiseries extérieures doivent avoir connaissance des lieux avant de remettre leur offre. A défaut de justifier d'une connaissance acquise (travaux déjà réalisés dans le même bâtiment, par exemple), la visite préalable des lieux par l'entreprise est obligatoire et lui permettra de juger des moyens, méthodologies et techniques à mettre en œuvre pour réaliser l'intégralité des travaux dans les délais impartis.

Le certificat de visite ou la justification de la connaissance acquise par l'entreprise, attestera de manière globale la prise en compte des contraintes spécifiques liées au projet et à son environnement.

Les visites du site seront groupées et se dérouleront sur place les :

- Vendredi 23 mai, à 09 h 00 ;
- Mardi 27 mai, à 09 h 00.

Au-delà de cette dernière date, des visites pourront être organisées sur rendez-vous pris auprès du maître d'ouvrage aux coordonnées figurant en page de garde.